

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 11/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **QPO**

6050 Rte du Quai à Pondéreux Ouest  
Port 6050 - BP 100  
59279 Loon-Plage

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G1\  
SAS\_QPO\_Loon\_Plage\_070.02602\2\_Inspections\2023 06 14 poussières

Code AIOT : 0007002602

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2023 dans l'établissement QPO implanté 6050 Route du Quai à Pondéreux Ouest Port 6050 - BP 100 59279 LOON-PLAGE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Après une année 2022 durant laquelle le site du QPO a été presque entièrement à l'arrêt, il a repris une activité en 2023. Cependant, celle-ci est nettement inférieure aux capacités maximales autorisées. Le site, repris fin 2022 par le GPMD, est une nouvelle fois en cours de changement d'exploitant. Début juin, des signalements concernant de fortes retombées de poussières ont été rapportés sur la commune de Gravelines. Cette inspection a été réalisée de façon inopinée afin de s'assurer du respect des mesures de prévention d'envol de poussières.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- QPO
- 6050 Route du Quai à Pondéreux Ouest Port 6050 - BP 100 59279 LOON-PLAGE
- Code AIOT : 0007002602
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le QPO dispose des installations permettant de réceptionner les grands navires vraciers (160 000 tonnes), de les décharger, de stocker les produits avant réexpédition par voie routière, ferrée ou par voie d'eau vers des industriels sidérurgistes et utilisateurs de charbon pour la production d'énergie du Nord de la France, de la Lorraine et de l'Allemagne.

Le site comporte notamment :

- une zone de stockage « bord à quai » de 19 500 m<sup>2</sup> pour les pondéreux réexpédiés par camion,
- une zone de pré-stock de 19 000 m<sup>2</sup> qui permet d'absorber le déchargement des navires en cas d'indisponibilité des convoyeurs,
- une zone de stockage à rotation de courte durée constituée de 4 parcs (P1 à P4) et d'un parc annexe,
- des engins de manutention,
- 3 portiques pour le déchargement des navires et la reprise des produits en pré-stock,
- 1 appareil de chargement des barges et péniches,
- de stations de chargement wagons.

Le site est régulièrement autorisé pour un dépôt de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses relevant de la rubrique 4801 (3 200 000 t).

Il est également enregistré au titre des rubriques 2517, 2713 et 2714 de la nomenclature des installations classées et pour une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes dont le volume de stockage est supérieur à 1 000 m<sup>3</sup> au titre de la rubrique 2716.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Poussières

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle               | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------------|--|--|-------------------|
| 1  | Poussières dans l'environnement | AP Complémentaire du 12/06/2020, article 3.4.3.1 | /  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 2  | dispositifs de contrôle et de surveillance sur le site       | AP Complémentaire du 12/06/2020, article 3.4.3.1 | /  | Sans objet        |
| 3  | Poussières sédimentables                                     | AP Complémentaire du 12/06/2020, article 3.4.2.2 | /  | Sans objet        |
| 4  | envols de poussières   | AP Complémentaire du 12/06/2020, article 3.3     | /  | Sans objet        |
| 5  | rubriques de la nomenclature                                 | AP Complémentaire du 12/06/2020, article 1.2.1   | /  | Sans objet        |
| 6  | Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance | AP Complémentaire du 12/06/2020, article 8.3.2   | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les échanges d'informations entre le GPMD et la SAS QPO concernant les émissions de poussières étaient lacunaires. La SAS QPO n'avait pas connaissance des données fournies par les appareils de mesures de poussière sur le site. Elle ne pouvait donc pas savoir si les mesures prises permettaient de respecter les limites fixées par l'arrêté préfectoral. De nouveaux canaux de communication ont été activés suite à cette inspection. La faible activité sur le site, le respect des mesures de prévention des envols de poussières ainsi que les relevés d'auto-surveillance montrent qu'il est très improbable que le site soit à l'origine des poussières ayant causé les nuisances ressenties par les habitants de Gravelines.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Poussières dans l'environnement

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/06/2020, article 3.4.3.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, poussières  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Au moins un appareil de mesure en continu des poussières sédimentables est installé à l'extérieur du site. Son emplacement est choisi en accord avec les représentants de la municipalité de Gravelines.             |
| <b>Constats :</b> La société est adhérente au réseau de mesure des retombées de poussières sédimentables du port ouest qui compte 3 points de mesures dans la ville de Gravelines (en plus des capteurs présents sur les différents sites industriels). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 2 : Dispositifs de contrôle et de surveillance sur le site

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/06/2020, article 3.4.3.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, poussières   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• une installation mobile de mesures de poussières en suspension dans l'environnement adapté aux poussières émises par les activités du site. Cette installation pourra être placée à proximité des limites de propriété dans l'axe le plus défavorable.</li></ul> <p>Les emplacements de l'appareil mobile lors des mesures est défini en accord avec l'inspection des installations classées. Les contrôles sont effectués en continu sur le site. Le dispositif de mesure est placé dans la direction du vent pour chaque séquence de contrôle. L'appareil doit disposer d'un indicateur permettant de lire en temps réel les résultats de mesure.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• trois appareils fixes de mesure automatique en continu des poussières sédimentables installés en limite du site avec report de la mesure en salle de contrôle. L'emplacement de ces appareils est défini en accord avec l'inspection des installations classées.</li><li>• Un dispositif informant en continu des données météorologiques : vitesse et direction du vent, hygrométrie de l'air, ...</li></ul> |
| <p><b>Constats :</b> L'installation de mesures de poussières en suspension était absente le jour du contrôle ; l'exploitant indique que le matériel était en maintenance.</p> <p>Le gestionnaire du matériel de mesure a transmis les informations montrant que le matériel a été envoyé en entretien et calibration en Angleterre. Le matériel devrait revenir sur site la dernière semaine de juin.</p> <p><b>Observation 1:</b> L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la réinstallation sur site du matériel de mesure des poussières en suspensions.</p> <p>Les trois appareils fixe de mesure des poussières sédimentables sont présents à proximité des limites du site.</p> <p>Le site est informé en permanence des conditions météo via la capitainerie du port. Un système d'alerte poussières spécifique avec alerte des équipes sur site a été réactivé suite à l'inspection.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 3 : Poussières sédimentables

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/06/2020, article 3.4.2.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, poussières   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La concentration en poussières sédimentables mesurée en limite de propriété ne doit pas dépasser : <ul style="list-style-type: none"><li>• 1g/m<sup>2</sup>/j en moyenne journalière</li><li>• 300 mg/m<sup>2</sup>/j en moyenne mensuelle</li></ul> La quantité de poussières présentes sur les voies de circulation doit être inférieure à la valeur moyenne de 100 g/m <sup>2</sup> (test basé sur 10 essais concernant des surfaces unitaires de 1 m <sup>2</sup> , les zones d'essais étant réparties sur la totalité des voies de circulation).   |
| <b>Constats :</b> Les valeurs sont inconnues par le personnel sur site.<br><br><b>Observation 2:</b> L'exploitant doit s'assurer que les mesures d'auto-surveillance permettent aux équipes du site de réagir rapidement à un éventuel dépassement des valeurs limites d'émission de poussières.<br><br>L'exploitant a transmis le 23 juin un accès au logiciel de suivi des poussières du site, par échantillonnage les valeurs des retombées de poussières sédimentables du mois de mai 2023 ont été contrôlées. L'ensemble des valeurs sont conformes à l'exception de celle relevée par le capteur 3 le 16 mai 2023 qui indique 139,5 g de poussières par m <sup>2</sup> pour la journée pour une valeur autorisée de 1g.<br>Cette valeur semble aberrante compte tenu de la valeur extrêmement élevée et du sens du vent (vent provenant du nord, capteur situé au nord-ouest du site) . Une source extérieure au site est cependant potentiellement responsable. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 4 : Envois de poussières

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/06/2020, article 3.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, poussières  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les portiques de déchargement et chargement sont munis de systèmes d'abattage de poussières. Les autres installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'abattage permettant de réduire les envois de poussières. En particulier : <ul style="list-style-type: none"><li>• les jetées de bandes sont équipées de système d'abattage de poussières et capotées,</li><li>• les tours de chargement des wagons sont capotées,</li><li>• les camions chargés de produits pulvérulents sont bâchés avant leur sortie du site. S'ils circulent exclusivement à l'intérieur du site, les produits transportés sont humidifiés,</li><li>• les convoyeurs sont équipés de dispositifs pare-vent sauf impossibilité technique,</li><li>• les engins « roue-pelle-stackers » sont équipés de système d'abattage des poussières,</li><li>• La vitesse des véhicules transportant des produits pulvérulents est limitée à 20 km/h,</li><li>• un système d'écraissage des wagons interdit aux produits pondéreux de dépasser le haut des wagons.</li></ul><br>En cas de stockage de longue durée, les tas de minerais et de charbons concernés sont laqués. |
| <b>Constats :</b> Une partie du matériel évoqué a été démonté et évacué du site notamment : les convoyeurs, les engins « roue-pelle-stackers » et les bandes transporteuses.<br><br>Les tours de chargement des wagons sont capotées, la vitesse des véhicules transportant des produits pulvérulents est limitée à 20 km/h.<br><br>Il a été constaté sur un train en cours de chargement qu'aucun produit ne dépassait le haut des wagons.<br><br>Sur l'ensemble du site des mesures sont prises pour empêcher les envois de poussières : arrosage des tas et des voies de circulation, limitation de l'activité en cas de vents défavorables.<br><br>Il a été constaté le jour de l'inspection lors de l'arrivée sur site que les voies de communication étaient humides (alors que le temps était sec), montrant un arrosage régulier de celles-ci.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |



## N° 5 : Rubriques de la nomenclature

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/06/2020, article 1.2.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, rubriques de la nomenclature  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>//   |
| <b>Constats :</b> Vu l'état des stocks et les opérations sur site, toutes les activités réalisées sont autorisées.  |
| <b>Observation 3 :</b> Si la baisse d'activité se poursuit et la baisse de surface exploité se confirme, il faudra porter à la connaissance du préfet cette modification des activités du site. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 6 : Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/06/2020, article 8.3.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, auto-surveillance   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Sans préjudice des dispositions de l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque trimestre un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au CHAPITRE 8.<br>Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.<br>Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.<br>Il est adressé à la fin de chaque période à l'inspection des installations classées. |
| <b>Constats :</b> Les rapports d'autosurveillance du site n'étaient pas présents sur site, cependant l'exploitant a transmis l'ensemble des données via une application web le 23 juin 2023.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |